



**HAL**  
open science

# Socio-anthropologie de l'intervention comme pratique de développement

Joseph Diop

► **To cite this version:**

Joseph Diop. Socio-anthropologie de l'intervention comme pratique de développement : Etude du cas du Projet d'Organisation et de Gestion Villageoise (POGV).. [Rapport de recherche] Université Rennes 2. 2016. hal-01378503

**HAL Id: hal-01378503**

**<https://hal.science/hal-01378503>**

Submitted on 16 Nov 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

## ENQUETES

---

# **Socio-anthropologie de l'intervention comme pratique de développement.**

## **Etude du cas du Projet d'Organisation et de Gestion Villageoise (POGV).**

**DIOP, Joseph**

*Doctorant en Sociologie, Spécialiste des questions de développement local*

*(EA 2241 CIAPHS - Université Rennes 2 – France)*

[diop\\_joseph@yahoo.fr](mailto:diop_joseph@yahoo.fr)

1, Avenue Winston Churchill.

Appart. 314

35000 – Rennes

## **LISTE DES SIGLES**

ACV: Appui aux Capacités Villageoises  
 APDN: Association pour la Promotion du Développement de Ngoumsane  
 ASC : Association Sportive et Culturelle  
 BOAD: Banque Ouest Africaine pour le Développement  
 CADL: Cadre d'Arrondissement pour le Développement Local  
 CG: Comité de Gestion  
 CL : Collectivité locale  
 CMS: Crédit Mutuel du Sénégal  
 CNCAS: Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal  
 CNCOP : Cadre National de Concertation des Organisations Paysannes  
 CR: Conseil Rural/ Communauté Rurale  
 CVD: Comité Villageois de Développement  
 ECOG: Evaluation des Capacités d'Organisation et de Gestion  
 ENDA : Environnement Développement du Tiers-Monde  
 FCVD: Fédération des Comités Villageois de Développement  
 FIDA: Fonds International de Développement Agricole  
 FMI: Fonds Monétaire International  
 GIE: Groupement d'Intérêt Economique  
 GPF : Groupement de Promotion Féminine  
 GRAIF: Groupe de Recherche et d'Appui aux Initiatives Féminines  
 GRAIM : Groupe de Recherche et d'Appui aux Initiatives Mutualistes  
 GREEN : Groupe Recherche et d'Etudes Environnementales  
 NEPAD : Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique  
 OCB: Organisation Communautaire de Base  
 OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement  
 ONG: Organisation Non Gouvernementale  
 OPP: Opérateur Partenaire Polyvalent  
 PDV: Plan de Développement Villageois  
 PCR: Président du Conseil Rural  
 PIV: Programme d'Infrastructures Villageois  
 PIIV: Programme d'Infrastructures Inter-Villageois  
 PLD: Plan Local de Développement  
 PNB : Produit National Brut  
 PNIR : Programme National d'Infrastructures Rurales  
 POGV: Projet d'Organisation et de Gestion Villageoises  
 PRODAM : Projet de Développement Agricole de Matam  
 PROMER : Projet de Promotion des Micro Entreprises Rurales  
 REVA: Retour vers l'Agriculture  
 SIRV: Situation Initiale de Référence Villageoise  
 UFRADEF: Union des Femmes Rurales Actives pour le Développement de Fandène  
 USAID : Agence des Etats-Unis pour le Développement International

## Résumé

Beaucoup de spécialistes des sciences sociales ont réfléchi sur la situation de paupérisation du continent africain pour essayer d'en livrer une intelligibilité étiologique. Certains ont retrouvé les causes dans les deux moments historiques qu'a vécus le continent : la traite des noirs et la colonisation. Cette conception ancienne, partielle et partielle, s'est vue compléter par une nouvelle intégrant la responsabilité des fils du continent par notamment la mauvaise gestion de la chose publique aliénée en bien personnel ou d'un petit groupe privilégié. Cette dernière manière de lire l'histoire du continent intègre aussi les dangers de la mondialisation et parle même d'un néo-colonialisme.

En effet, c'est par la densité historique du concept de développement que de telles pensées se sont vues articulées pour comprendre le bien fondé des politiques de développement initiées par les institutions de Bretton Woods à l'endroit des pays du Sud. Beaucoup de ces politiques ont montré leurs limites à promouvoir le développement sinon que d'accentuer la pauvreté et la dépendance. La raison essentielle de leurs échecs réside dans l'inadéquation de leurs programmes par rapport aux réalités socioculturelles des pays bénéficiaires avec le rôle tutélaire des Etats. Ces échecs répétés ont conduit à une refondation du paradigme dominant dans l'interventionnisme en matière de développement. Désormais, le développement doit se faire avec, par et pour les populations réceptrices de manière à inclure dans le processus de sa construction leurs logiques et valeurs structurantes.

Par ailleurs, l'épaisseur empirique du développement voit ce dernier quitter l'Europe et se diffuser dans le Sud, emportant avec lui toutes les caractéristiques symboliques de sa société génératrice. Ainsi, partant d'une conception territoriale du développement, le développement local se veut une construction du développement par les populations locales avec la promotion de l'ingéniosité, le savoir et le savoir-faire locaux et avec le souci de l'ouverture. La territorialisation du développement a conduit notre étude dans la communauté rurale de Fandène à Thiès pour essayer de faire l'évaluation du POGV en fin d'intervention. Le POGV est un outil pour comprendre la dynamique des populations locales face à un projet de développement et saisir en outre le rôle des projets dans la construction du développement local qui intègre la dimension du lien social.

Mots-clés : Développement local, socio-anthropologie, pratiques, représentations sociales, site

## Plan

1. Situation de l'intervention du POGV .....	6
2. Leçons d'une intervention .....	9
2.1. Des logiques d'acteurs aux limites du projet.....	9
2.1.1 Des logiques d'acteurs.....	9
2.2 Des limites de l'intervention du POGV.....	16
3. Du renouveau de la pensée sur le développement local à un interventionnisme populiste .....	20
3.1. Du renouveau de la pensée sur le développement local .....	20
3.2. Vers un interventionnisme populiste .....	24
CONCLUSION .....	27

Cet article prend ses sources de notre étude réalisée en prolongement du mémoire de Master2 réalisé en 2009 dans trois villages de la Communauté Rurale de Fandène suite à l'intervention du POGV (Projet d'Organisation et de Gestion villageoise). Dans les lignes qui suivent, nous partirons d'une « sitologie »<sup>1</sup> de l'intervention du POGV pour en faire ressortir les mécanismes stratégiques et les logiques mises en œuvre par les différents acteurs, pour aboutir à une présentation des leçons tirées de cette expérience.

Le POGV est un projet issu d'organisations intergouvernementales telles que la BOAD, le FIDA et l'État du Sénégal, tout comme le PNIR, le PROMER, le PRODAM, etc.

Le POGV est sous la tutelle du ministère de l'agriculture et de l'élevage du Sénégal, avec un financement de près de 14,69 milliards de francs CFA. Il a pour but d'intervenir dans 34 communautés rurales dans les régions de Thiès, Kaolack et Fatick. Prévu ainsi pour une durée de sept ans, il entend lutter contre la pauvreté en milieu rural, il entend aussi aider les populations ciblées à développer leurs capacités d'organisation en s'appuyant sur les initiatives locales. Avec une méthodologie basée sur le *Faire-faire*, c'est-à-dire donner l'initiative aux populations et les accompagner, ce programme espère relever le niveau de vie des populations en faisant de leur participation un levier fort pour leur propre bien-être. A cet effet le CVD est mis sur place pour servir de relais entre désormais le village et les autres intervenants.

En effet, la première phase du POGV était réalisée entre 1994 et 1999<sup>2</sup> et les priorités étaient axées sur le renforcement des capacités, l'accès au crédit et la protection de l'environnement. Il s'en est suivi une rupture de deux ans entre 2000 et 2002, et c'est ce qui justifie, à la reprise en 2002, l'établissement de la SIRV qui n'est rien d'autre qu'une « *photo du village à un moment T de son évolution* » et l'ECOG pour évaluer les CVD déjà mis en place. L'ECOG et la SIRV des villages ont permis de classer les villages en catégories A (très avancée), B (moins avancée) et C (faible). Pour la catégorie A, les actions du POGV consistent à établir un PDV et d'apporter des infrastructures suivant les besoins exprimés. Pour la catégorie B, il s'agit de renforcer les capacités puis de créer des infrastructures. Pour la catégorie C, il s'agit de refaire les étapes cycliques du projet à savoir former la population, renforcer les capacités et créer des infrastructures de base.

---

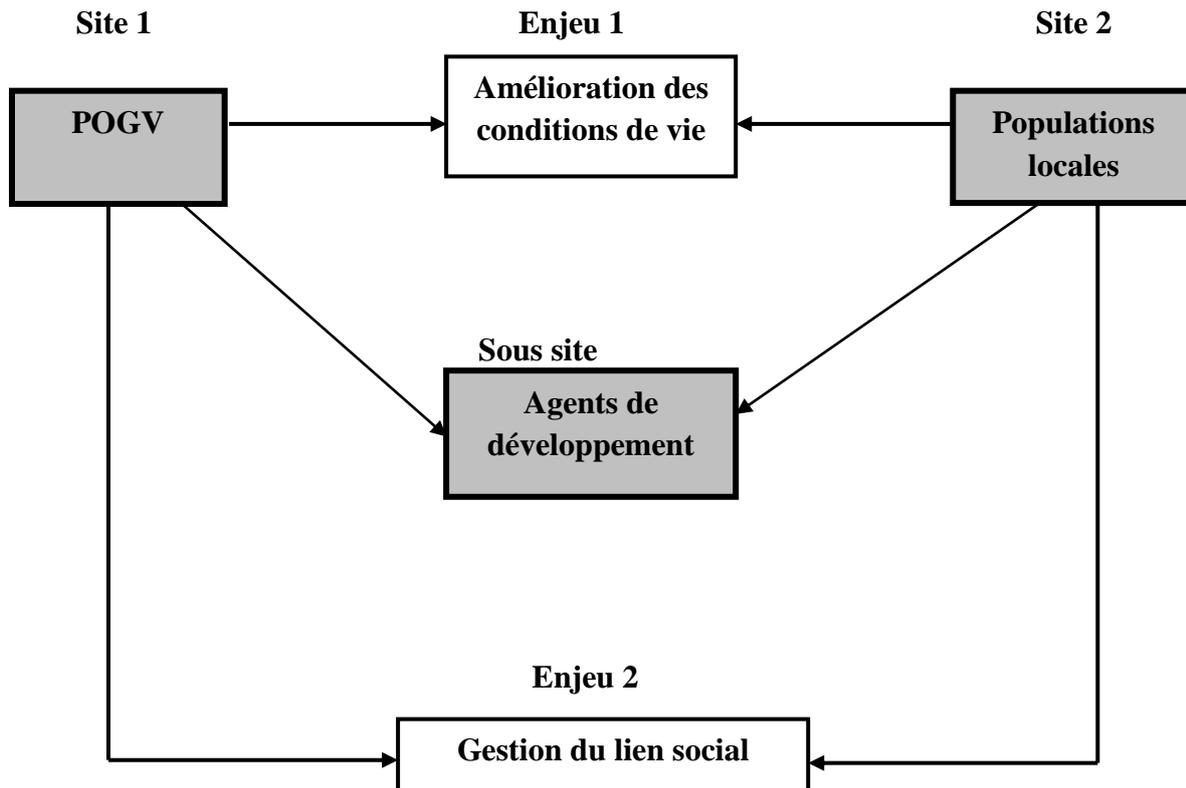
<sup>1</sup> La Méthodologie des sites symboliques a été élaborée par l'économiste marocain Hassan Zaoual

<sup>2</sup> Ngoumsane a bénéficié de la première phase c'est pourquoi dans la deuxième il n'y aura pas de formation selon le coordonnateur

## 1. Situation de l'intervention du POGV

Cette figure synthétique renseigne sommairement sur la dynamique de construction du développement à Fandène suite à l'intervention du POGV. Sur sa base on s'essaie à une analyse de site des différents acteurs en position d'interaction et d'interrelation permanente.

**Figure 1 : « Sitologie » de l'intervention du POGV**



Auteur : DIOP, J

Sources : Enquêtes, DIOP, 2009

**La population du POGV** (Site 1), caractéristique de la plupart des organismes locaux de développement, est dotée d'une boîte noire structurée par la culture bureaucratique propre à toute organisation professionnelle, et d'une floraison de valeurs, de coutumes propres aux différentes catégories de personnes qui la composent ; allant du responsable au gardien, en passant par la secrétaire, l'Opérateur Partenaire Polyvalent (OPP), le chauffeur, les animateurs et agents de développement. Elle constitue un bloc unique et uni autour de multiples objectifs dont la réussite dépend de la capacité des membres à tisser un réseau d'interrelation dense et cohérent.

En effet au niveau du POGV, il existe une base de données disponible pour tous les agents qui y travaillent et même pour une certaine catégorie du public. C'est ce qui nous a permis d'avoir accès à certains documents et connaissances du site. C'est donc un système ouvert sur la base d'un réseau d'interconnaissance sans lequel la logique bureaucratique risque d'aller à la dérive. Cependant, la culture bureaucratique prime sur les identités individuelles et les considérations idéologiques individuelles ; et ainsi le souci de l'innovation et de l'efficacité dans l'exercice du travail est recherché. C'est pourquoi les actions menées concrètement sur le terrain, grâce à un suivi permanent et une évaluation courante, permettent de revisiter les bases de l'intervention en mettant en lumière toutes les sources de dysfonctionnement.

C'est suivant cette logique que le POGV a impulsé dans les villages encadrés la mise à disposition de données démographiques, comme à Tawa Fall et Keur Mor Ndiaye, Ngoumsane n'ayant pas respecté le processus. Des registres-mémoires évolutifs et « réactualisables » sont aussi créés et contiennent la « carte d'identité du village », l'histoire du peuplement, l'historique des interventions reçues. Des PDV sont réalisés par les populations qui sont à même de les réactualiser chaque année. Certaines comme à Tawa Fall ont pu faire une planification jusqu'en 2015 ; sauf que le biais est que les logiques culturelles peuvent varier d'ici là et donc créer une inefficacité des dispositions prises.

Au niveau des **populations locales** (Site 2), c'est la conjugaison des us, coutumes et valeurs locaux qui rythment et animent la vie quotidienne. Tous les référents pratiques et verbaux trouvent leur ancrage dans le symbolique et l'imaginaire même de la culture locale. Que cette culture soit diverse ou une, cela dépend du mode de peuplement du village, du legs des fondateurs et de la force de l'influence extérieure. Par exemple, à Tawa Fall, on retrouve des sérères, des wolofs, des bambaras ; à Keur Mor Ndiaye on trouve que des wolofs et à Ngoumsane, des sérères mais avec des possibilités d'arrivée d'autres ethnies et d'autres traits culturels du fait de la proximité de ce village avec la ville.

En effet, même si à Ngoumsane comme à Tawa Fall, il y a plusieurs sensibilités culturelles, plusieurs référents symboliques, il s'y élève ce que Durkheim appelait une *conscience collective*, mais que nous choisissons d'appeler « *conscience sociale*<sup>3</sup> » du fait de sa « dynamicité » et de son caractère plus évolutif par rapport au temps et à l'environnement

---

<sup>3</sup> Cf. « L'émergence d'une conscience sociale », DIOP J

social. Cette conscience sociale prime ainsi sur les logiques individuelles et sectaires des uns et des autres. Par contre dans le cas de Keur Mor Ndiaye, soit la culture locale peut être élevée en conscience sociale, soit elle peut être dépassée au profit d'une nouvelle conscience englobant d'autres facteurs de la vie du groupe s'ouvrant au monde extérieur. C'est ce second aspect que les populations ont su réussir : elles sont parties de leur culture comme moteur symbolique et l'ont dépassée en intégrant les carrosseries du monde extérieur aussi bien celles du POGV. Il se passe un échange permanent, une confrontation courante de divers systèmes de valeurs qui trouvent sens dans des sites symboliques différents. Il se crée alors un réseau d'interconnaissance qui permet d'œuvrer dans le sens de l'amélioration des conditions de vie (Enjeu 1) et de la gestion du lien social (Enjeu 2).

Par ailleurs, le monde des **agents de développement** et de l'OPP profite de l'apport du POGV et des populations. En effet, ils se retrouvent au centre d'une dynamique d'échange et de confrontation dans laquelle la part occupée par leur propre système de valeurs est parfois infime. Ils sont donc partagés entre deux logiques, reçoivent des influences diverses et interagissent avec tout le monde. Ils sont riches symboliquement de l'apport des autres en plus de leurs propres connaissances et pratiques.

Cependant d'après notre compréhension de leur rôle, ils ne se soucient pas trop si les conditions de vie des populations s'améliorent ou si le lien social subit des contraintes ; ils s'intéressent plus à développer leur caractère professionnel, ce qu'ils partagent avec le POGV et à élever leur crédibilité sociale au niveau des populations. La dimension morale de l'intervention en développement ne les touche pas trop. Par exemple, pour l'animateur rural de Fandène, les populations ont surtout critiqué le fait qu'à la fin du projet il ne soit pas passé remercier les gens avec qui il a eu à travailler et se faire remercier par la même occasion ; ou même venir apprécier avec les populations les résultats de sa médiation.

Ce détour compréhensif et explicatif du symbolique du cadre d'intervention du POGV est un prétexte pour mieux apprécier la manière dont chaque acteur, considéré du point de vue de son système symbolique, réagit à la présence du projet de développement dans le cadre spécifique de son arène locale.

## 2. Leçons d'une intervention

Il s'agit dans ce chapitre de faire l'économie de l'intervention du POGV afin de pouvoir en tirer les leçons qui s'y dégagent en termes de pratiques de développement.

### 2.1. Des logiques d'acteurs aux limites du projet

Dans cette section, nous allons nous baser essentiellement sur les logiques d'acteurs trouvées pour jeter un regard socio-anthropologique sur l'intervention du POGV afin d'en déterminer les limites.

#### 2.1.1 Des logiques d'acteurs

##### ➤ Les experts du projet : Position stratégique

Les experts du projet constituent le corps administratif du projet depuis le concepteur jusqu'au responsable d'exécution. Selon la vision d'ENDA,

*« le concept de projet est au cœur de la machinerie du développement, comme l'outil privilégié de toutes les politiques d'aide. Dans sa conception la plus courante, le projet est une entreprise limitée dans le temps, en quelques grandes étapes : identification, conception, étude de faisabilité et de rentabilité, installation et lancement, réalisation de différents volets, suivi-évaluation et évaluation finale »<sup>4</sup>.*

On note à travers cette définition que la contrainte de temps dans les projets est un facteur qui peut influencer sur la qualité des résultats finaux et créer ainsi un écart entre ce qui était planifié et ce qui est réalisé<sup>5</sup>. De l'identification à l'évaluation finale, les experts du projet sont dans une situation délicate, partagés par le souci de satisfaire à la demande qui est à la base même du projet et respecter les délais d'exécution. C'est pourquoi, à notre avis trois logiques structurent leur intervention :

- ❖ Véhiculer une conception du développement : Développer par le Faire-Faire,
- ❖ Maintenir une image de référence par rapport aux autres acteurs intervenants,
- ❖ Obtenir un renouvellement de contrat (créer un autre cycle).

---

<sup>4</sup> ENDA GRAF Sahel., 2001, *Une Afrique s'invente. Recherches populaires et apprentissages de la démocratie*, Ed. Karthala et ENDA GRAF Sahel, p 188-189

<sup>5</sup> La notion actuelle de « Cycle des projets » rend compte de cet état de fait.

En effet, pour les acteurs du POGV, le développement doit être impulsé localement à travers un stimulus qui consiste à réveiller les énergies innovantes des populations réceptrices. Ce mode de développement rompt avec un développement qui se construirait en dehors des logiques identitaires des populations et imposé à elles comme le produit d'une volonté extérieure noble et caritative d'améliorer leurs conditions de vie. Ce mode de développement incite à la participation des populations à l'action d'innovation à travers le CVD.

La stratégie du Faire-Faire consiste d'après l'OPP à aider les populations à réaliser des actions de développement qu'ils auraient pu faire si l'organisation et la formation étaient assurées. Pour le responsable régional, la stratégie du Faire-Faire ressemble à un bébé qu'on apprend à marcher, une fois qu'il peut tenir sur ses deux pieds, on ne lui apprend plus comment avancer. Il peut tomber de temps en temps mais il marchera tout seul.

Cependant cette stratégie est critiquable à deux niveaux à notre avis :

- ❖ Faire-Faire quelque chose à quelqu'un c'est lui imposer une vision qu'il ne maîtrise pas, ce qui rend sa participation inopérante et accessoire, c'est sous-estimer au demeurant la qualité du stock de connaissances et d'actions qui font de lui un acteur social innovateur.
- ❖ Faire-Faire quelque chose à quelqu'un c'est considérer l'acteur comme bénéficiaire d'une initiative, ce qui tue le caractère endogène du développement.

Selon ENDA toujours,

*« le concept de "bénéficiaires" renvoie à l'image de gens passifs qui attendent d'être "sauvés". On les perçoit implicitement dépourvus d'analyse propre, dépourvus de stratégies et d'initiatives. Un concept ambigu qui positionne les intervenants comme les nouveaux "héros" et qui, à la limite, contribue à exproprier les "bénéficiaires" de leur propre histoire. Le concept de « bénéficiaires » justifie et légitime les solutions exogènes souvent ignorantes des savoir-faire et des compétences sans compter que ces solutions venues « d'ailleurs » disqualifient les ressources locales »<sup>6</sup>.*

Même si avec le CVD on peut assister à une participation des populations dans le ciblage des contraintes et la trouvaille de solutions adéquates, la construction même des cadres logiques d'intervention du projet leur échappe. Car il est rare de voir que ce qui

---

<sup>6</sup> ENDA GRAF Sahel., 2001, op. cit. p. 198

initialement prévu par le projet soit modifié du simple fait de la participation des acteurs récepteurs. C'est avec une telle façon de développer que les experts du projet doivent rompre.

En outre ces derniers ont le souci de garder une image de marque auprès des autres acteurs intervenant dans la localité. Ceci passe par un investissement dans le sens d'une satisfaction des besoins exprimés par les populations. Parmi les villages de l'étude, Tawa Fall est considéré comme le village pilote du projet qui a vu presque toutes les réalisations comme en témoigne FTW2 : « *le POGV est la mère du village* ».

Allant de la formation à la création d'infrastructures sociales de base, les experts du projet participent au développement des populations. Par ailleurs suivant cette logique, il se crée un climat de concurrence, certes bénéfique pour les récepteurs, mais non favorable pour un effet durable des actions menées. Il risque d'y avoir des actions répétées de part et d'autre, gaspillage de ressources et d'énergie. Il s'agit plutôt d'une concertation entre les acteurs pour des interventions planifiées en rapport avec les compétences de chaque projet et la demande sociale. L'avantage de cette logique est qu'elle pousse le projet à assurer de bons résultats surtout en conformité avec sa vision.

Enfin, toutes ses réalisations qui peuvent assurer une évaluation finale satisfaisante, contribuent à faire espérer un prolongement ou la signature d'un nouveau contrat pour l'équipe dirigeante sortante. C'est pourquoi Serge Latouche disait que « *si le sous-développement n'existait pas, il fallait l'inventer* ». Le développement est devenu une entreprise qui fait vivre une certaine catégorie de personnes qui, sans la misère des campagnes, pourraient se retrouver dans la misère ; c'est une classe sociale qui naît des ruines du sous-développement des populations réceptrices de projets de développement. Le sous-développement des uns n'est-il pas le développement des autres ?

Ainsi, on a pu constater qu'au mois de décembre 2007, alors que le rapport final a été fait, les membres de l'équipe attendaient le tournant de l'intervention. Certains animateurs et agents se sont fait recruter dans d'autres agences ou projets de développement pour parer à toute éventualité.

Devant de telles logiques cherche-t-on à développer l'autre ou cherche-t-on à le maintenir dans une situation de dépendance existentielle en développant un domaine, en

attendant d'autres financements pour en développer d'autres ? Là réside le paradoxe même du développement pris du côté des « développeurs ».

Mais il convient de noter que l'intervention du POGV a participé à faire naître un nouveau type d'acteur local : un acteur désormais conscient que le développement de son terroir, la gestion de son environnement social et naturel ne peuvent pas se faire sans sa participation effective, sans sa volonté à le réaliser ; un acteur de plus en plus conscient qu'il doit innover en se formant et en s'informant, ce qui implique son ouverture ; un acteur qui se responsabilise et prend des initiatives endogènes.

L'intervention du POGV a fait évoluer le lien social des villages par l'érection de structures faïtières comme le CVD, l'UFRADEF, ou la FCVD sans pour autant créer des conflits manifestement vifs, même si on peut entrevoir des risques de dissension du fait de leur détournement progressif.

#### ➤ **L'animateur rural<sup>7</sup> : Quête de reconnaissance et de légitimité sociale**

Placé à l'interstice de deux mondes, celui du développeur et celui des populations « à développer », l'animateur rural ou l'agent de développement exprime des stratégies de promotion sociale. Sa logique est de faire de sorte que le développeur ne le blâme pas afin de mieux vendre sa personne auprès des autres organismes qui souhaiteraient louer ses services, mais aussi de faire de sorte que les populations réceptrices lui soient reconnaissantes comme le sauveur d'une situation de vie précaire.

Notre séjour à Tawa Fall nous a fait comprendre cette logique. En effet, VTF1 dit à ce propos : « *nous remercions énormément X (l'animateur rural) pour le projet qu'il a mis à notre disposition et nous déplorons le fait qu'il soit partie sans nous avertir...* ».

Et FKMN2 de renchérir : « *des gens comme X sont bien pour les populations rurales et surtout pour les femmes car nous font profiter de beaucoup d'avantages qui sans eux seraient restés des problèmes sans solutions* ».

Le fait de confondre l'animateur à son projet d'origine n'est pas négatif en soi, mais tronque la réalité des faits en favorisant son image sur celle du projet ; ce qui peut être source

---

<sup>7</sup> L'OPP est considéré dans le même registre que l'animateur rural.

de dissension. Il occupe ainsi une position stratégique lui permettant de tirer les ressources du projet pour son compte. Il est à la quête d'une légitimité sociale au niveau des populations, et veut être fidèle aux idées véhiculées par le projet. Il prend donc la posture du choriste qui joue sa partition et se retire pour participer à d'autres concerts.

En somme, il serait bien de repenser sa place dans la nomenclature du développement de manière à rendre sa tâche plus encline à favoriser le développement tout court.

### ➤ **Les populations locales : Entre logiques locales et logiques de projet**

Quelle logique suivre ? Quelle logique est bonne ? Telles sont là des questions qui peuvent se poser dans la mentalité des populations réceptrices d'un projet de développement, même si ce dernier affiche l'ambition manifeste de valoriser les savoirs locaux. Comme le montre ENDA, le développement, pour s'installer, commence par rendre insuffisant ce qu'il trouve sur place pour mieux proposer sa solution. En ce sens, un conflit de logiques et de postures se pose entre les récepteurs et les promoteurs du projet. Le projet est souvent détourné de ses objectifs par les populations qui s'en approprient.

Dans le cadre du POGV, les populations des villages enquêtés ont su développer des stratégies pour ne pas subir le projet en tant que tel c'est pourquoi différentes formes d'appropriations ont été faites.

Dans les logiques des acteurs telles que décrites par **Olivier de Sardan**, la volonté de s'appropriier les acquis d'un projet suit nécessairement la perception que les populations ont du projet<sup>8</sup>. Ces propos de VTF 1 permettent de comprendre cette orientation des populations : *« On va fonder des associations pour pérenniser les actions du POGV. On ne peut pas effacer ce que le POGV a fait pour Tawa Fall, et même si le projet disparaît, le POGV sera toujours là. Et c'est justement ces associations qui prendront la relève »*.

Cependant, d'après notre analyse, on peut distinguer deux sortes d'appropriation interdépendantes l'une de l'autre, et on convient de les appeler tour à tour : *appropriation douce et appropriation manifestée*. La forme d'appropriation que nous avons arbitrairement appelée **douce**, résulte de l'héritage que les populations ont reçu du POGV et qu'elles sont entrain de valoriser.

---

<sup>8</sup> Cf. Olivier De Sardan., *Anthropologie et développement*, op.cit.

En matière d'organisation, ont-elles dit, l'exemple du CVD restera gravé dans leurs pratiques futures pour mobiliser le village. Selon elles, « *avec le CVD la construction du développement paraît plus facile à réaliser. Il est plus facile d'avoir un consensus d'action et de décision* ». Du fait même de l'appropriation, le CVD est entrain d'évoluer, d'un cadre de concertation à une structure économique avec des dimensions d'organisation, avec la création d'un poste de trésorier. C'est le cas à Keur Mor Ndiaye.

Les formations reçues sur les techniques d'agriculture, d'embocagement, de compostage et autres, constituent pour elles un acquis de taille qu'elles ne peuvent pas négliger. Pour elles, le premier levier du développement c'est l'accès à une formation sur les manières de valoriser ses propres ressources disponibles en actions rentables. JKMN 1 nous dit en ce sens :

*« nous avons reçu des formations gratuitement sur beaucoup de choses allant du domaine de l'agriculture, du maraîchage, de l'élevage et surtout du domaine du renforcement de nos capacités d'organisation. Ces connaissances sont maintenant nôtres et nous devons en faire bénéficier d'autres qui n'ont pas eu la chance d'être encadrés par le POGV ». Et FTF 2 d'ajouter : « si nous sommes parvenues à réaliser des choses avec le POGV, c'est en partie grâce à la formation et à l'encadrement dont nous avons bénéficié. Maintenant les femmes sont plus conscientes des mesures d'hygiène et de protection contre certaines maladies ; et ça c'est à garder ». Elle en rajoute ce maxime wolof : « féchum liir bu nékhé, ndèy dja téyè ca mbagg ya » (si un bébé danse bien c'est parce que sa mère le tient par les épaules).*

Enfin, selon les villageois, un des héritages reçus, le plus important est le suivi évaluation. Il s'agit de veiller à la protection des infrastructures reçues et d'assurer leur maintien dans le temps et l'espace. HTF 2 montre son intérêt pour le suivi-évaluation:

*« on a maintenant compris qu'après chaque trois mois de travail, il faut marquer un arrêt afin d'évaluer ce qui est réalisé jusque là. Il faut faire la somme des entrées et des sorties, en référence à ce qui était en caisse, voir en cela les bénéfices réalisés. Enfin, de voir ce qui ira en banque et ce qui sera gardé au niveau de la caisse locale pour des besoins ultérieurs... ».*

L'évaluation constitue donc un bon outil de gestion, une bonne appropriation de cet outil pourrait permettre de réaliser beaucoup d'avancées.

A titre d'exemple, à Keur Mor Ndiaye comme à Tawa Fall, les CG du forage après évaluation des rendements ont décidé d'augmenter le coût de l'eau au mètre cube, décision

qui va à l'encontre des tarifs fixés par le service de l'hydraulique. Les conséquences sont que les maraîchers auront du mal à exploiter de grandes surfaces et les factures risquent d'être chères pour les populations. A Ngoumsane par ailleurs, on a assisté à la fusion du CVD dans l'APDN avec la même configuration et désormais un statut juridique<sup>9</sup>.

Une *appropriation manifestée*, c'est l'ensemble des démarches faites pour trouver sinon créer une structure pouvant remplacer ou jouer le même rôle que le POGV dans le développement de Fandène.

Une des réalisations les plus importantes est la création de la fédération des CVD qui est une instance qui regroupe tous les CVD des villages encadrés de la communauté rurale de Fandène. Il s'agit donc au préalable de vulgariser l'idée des CVD et c'est en ce sens que rentrent les propos du vice-président de la CR :

*« je suis membre de la fédération des CVD et ça va beaucoup aider la CR. Car nous avons l'ambition d'étendre les CVD à tous les villages de la communauté rurale, de telle sorte que le plan de développement de la communauté rurale ne soit que la synthèse revue et corrigée de l'ensemble des plans de développement villageois. Ce sera une lourde tâche mais ce sera efficace pour notre action car chaque village pourra être satisfait à hauteur de nos possibilités ».*

Le compte-rendu de l'assemblée constitutive de la fédération des CVD<sup>10</sup> de la communauté rurale de Fandène révèle les objectifs suivant pour la structure :

- *Renforcer les capacités des organisations des producteurs de la communauté rurale de Fandène, pour lutter contre la pauvreté,*
- *Développer l'alphabétisation fonctionnelle dans tous les villages de la CR,*
- *Développer un programme de renforcement des capacités (organisation, gestion, technique),*
- *Développer un programme d'animation et de suivi sur des thèmes liés à la production, à l'organisation, à la gestion, à la santé, etc.*
- *Jouer un rôle d'interface entre les organisations et les partenaires extérieurs.*

---

<sup>9</sup> Même si cela découle d'une logique d'accaparement

<sup>10</sup> Fait à Keur Mor Ndiaye, le 10 mars 2006 par le facilitateur Boubacar Seck Mbaye, animateur GREEN.

Ainsi cette fédération compte travailler en étroite collaboration avec le CR suivant des relations de partenariat et de complémentarité. Un membre du CR est sollicité, un représentant des chefs de village ainsi qu'une représentante de l'UFRADEF.

En outre, des organisations comme l'UFRADEF sont recensées pour se tourner vers la réalisation des actions de développement au niveau de la CR.

Ce que les populations ont su réaliser c'est un dosage juste entre leurs propres logiques de gestion du terroir et l'apport extérieur traduit par l'intervention du POGV. Et toujours en référence à **Sardan**, la réussite du POGV va largement dépendre de *l'appropriation indifférenciée* qu'en ont faite les récepteurs suivant en cela des logiques plus ou moins formelles.

## ***2.2 Des limites de l'intervention du POGV***

Comme tout projet humain doté d'imperfections et d'insuffisances, le POGV a connu des manquements et des limites dans l'exercice de sa mission. Des limites qui ont été mises en exergue par les populations, par d'autres intervenants extérieurs ou des personnes ressources neutres d'une part et par notre propre analyse d'autre part.

En effet, l'entretien réalisé avec le chef du CADL de Keur Moussa est un des moments critiques de notre investigation sur le POGV. Pour lui, le POGV a beaucoup de mérite dans les actions menées sur le terrain mais souffre de quelques insuffisances qu'il s'est plu à présenter. « *Le POGV a adopté une démarche participative avec des dispositions de partenariat jamais formalisées...* » Pour lui, le POGV informe ses partenaires de ses actions à réaliser mais n'incite pas chez eux l'implication nécessaire. C'est comme un programme préétabli d'avance et qui suit le cours normal de sa planification sans trop se soucier des sources nouvelles d'aléas. Il ne gère pas le risque dans l'exécution de son plan d'action, ce qui constitue un défaut de planification locale participative visant la pleine collaboration de toutes les ressources locales.

En outre, l'échelle collectivité locale n'est soit pas comprise, soit n'est pas prise en compte dans la démarche du projet. Pour lui encore, le CR n'a pas été identifié comme partenaire institutionnel local mais plutôt comme organe de constatation et de facilitation des actions entreprises. L'OPP le montre en ces termes : « *le CR est partenaire de fait pour*

*l'affectation des parcelles et pour le constat d'infrastructures entrantes* ». Et cela se reflètera au niveau de l'appropriation ex-post des acquis du projet. Il fallait à ce titre exiger l'apport du CR, du CVD puis du projet, de sorte que les investissements soient inclus dans le patrimoine de la collectivité pour qu'ils soient pris en compte dans la maîtrise d'œuvre sociale, volet important du rôle dévolu au CR. Le manque de mainmise du CR dans l'activité du CVD et même du projet fait qu'après l'intervention du POGV, le CR ne se sentira pas délégataire d'un pouvoir sur les infrastructures. L'autorité locale s'affaiblit légitimement au niveau des populations et peut commencer à être bafouée, ce qui n'est pas favorable pour le lien social. Il fallait donc faire du CR un partenaire en temps plein qui exécute le programme retenu avec sa participation et le projet se chargerait de superviser le travail. Ce dernier allait faire faire au CR ses attributions de gouvernance locale ce qui renforce la décentralisation. Il donne enfin un point de vue sur la fédération des CVD qu'il considère comme administrativement dépendante. Mais peut constituer un outil politique pour concurrencer le CR car elle jouit d'une capacité de mobilisation humaine et financière non négligeable.

En plus du chef du CADL, l'OPP nous a fait une évaluation critique de l'intervention du POGV. Sa mission commence avec le diagnostic et se poursuit avec les suivis et les évaluations de la stratégie du projet par rapport aux actions réalisées. Pour lui, il est à signaler d'abord qu'il y a beaucoup d'infrastructures inachevées comme des puits, faute de temps et d'agents ; ce qui se reflète sur les résultats ou incidences obtenues et sur les objectifs fixés. Le manque d'agents est dû au fait que le projet n'a pas voulu en prendre beaucoup, mais il aurait souhaité dans chaque cinq (5) villages, qu'il y ait un agent pour que le travail de réappropriation soit plus efficient. Pour 23 villages encadrés, Fandène ne comptait qu'un seul agent ou animateur. Il est aussi à noter aussi que le projet est parti sans laisser presque de projets pour les acteurs économiques comme les GIE afin de continuer la dynamique enclenchée. Il est actuellement difficile pour certains villages de trouver des financements.

Le projet enfin, n'a pas songé à formaliser le CVD et la FCVD qui ont toujours un statut informel au niveau du CR. Il faudrait assurer leur institutionnalisation et le projet aurait pu faire une action en ce sens. Il aurait pu aussi participer à la formation des acteurs politiques locaux pour les aider à différencier développement et politique, au recouvrement de la taxe rurale par une sensibilisation via le CVD qui devient ainsi une structure déconcentrée de base du CR.

Le Directeur et manager du programme hydraulique et de la gestion des ressources naturelles de la CARITAS de Thiès, a aussi été interpellé sur la question. Il note a priori que le problème du POGV se trouve au niveau du suivi des actions même s'il faut reconnaître de surcroît qu'ils agissent. Ce problème de suivi est talonné par quelques errements techniques comme montrés dans la photo ce forage à côté du puits, qui est par conséquent tarissable. Il a plus axé sa réflexion sur les solutions d'intervention que sur les manquements.

#### **Puits à côté du forage à Keur Mor Ndiaye**



---

**Sources :** Enquête, DIOP, 2009

Pour les populations par contre, les insuffisances du POGV se trouvent dans la réalisation de ses promesses. Pour beaucoup de villages, des infrastructures ne sont pas terminées et aucun engagement n'est pris en ce sens. A Tawa Fall comme à Keur Mor Ndiaye, le forage commence à devenir une source de problème car fonctionnant au gasoil, il consomme beaucoup d'intrants et ne parvient pas à réaliser des bénéfices pouvant servir pour son amortissement et assurer des dépenses en cas de pannes imminentes. Solution, le coût de l'eau augmente ce qui est lourd de conséquences pour les populations. Prévu initialement pour la consommation familiale, le réservoir est devenu petit du fait de l'adjoint du maraîchage et de l'abreuvement du bétail. Ce qui témoigne d'un déséquilibre entre les objectifs du projet et les demandes des populations qui ne semblent pas primer.

Pour notre part, l'intervention du POGV comporte deux types de manquements : les manquements au niveau de ses actions et les manquements d'ordre institutionnel ou administratif.

❖ au niveau de ses actions, le POGV n'a pas su terminer son programme d'activité du fait de l'arrêt précoce de l'intervention du projet qui était prévue jusqu'en 2009. Soit le FIDA n'est pas satisfait du bilan d'évaluation ou soit il a vu un détournement progressif des objectifs du projet. Certaines réalisations se sont donc révélées incohérentes par rapport à la situation du récepteur, c'est l'exemple de ce bâtiment polyvalent à Ngoumsane laissé sans entretien alors que le village dispose déjà d'un centre de formation pour les femmes. Ceci montre que le projet se contente de dérouler ses actions sans se soucier de leur pertinence par rapport au milieu ne priorisant pas ainsi les propositions locales alors qu'il prône un développement basé sur la participation des acteurs locaux. C'est aussi l'exemple à Keur Mor Ndiaye comme le montre le Directeur de la CARITAS de ce puits à côté du forage. L'analyse qui découle directement de ces insuffisances est qu'il n'y a pas de diversification des actions menées et cela quelles que soient les préoccupations des populations.

Le projet était déjà conçu et on a cherché à l'adapter aux besoins des populations en usant de concepts comme le Faire-Faire, d'outils comme le diagnostic participatif pour légitimer l'intervention comme étant la résultante d'une demande sociale.

Aussi, l'intervention du POGV qui s'est axée sur les femmes et les jeunes n'a pas su juguler l'exode des jeunes à Tawa Fall comme à Keur Mor Ndiaye. Le forage de Keur Mor Ndiaye fonctionne avec un groupe électrogène alors que le village est électrifié bien avant la venue du projet. Il n'y a pas un suivi ex-post des structures créées qui battent de l'aile à seulement quatre mois de l'arrêt technique du projet. Ceci montre nettement que ce sont les populations qui ont essayé de s'adapter aux réalités du projet même si elles ont su faire un dosage entre ses apports et leurs propres capacités ; alors que c'était au projet de s'adapter à la situation des populations.

Enfin, grâce à l'action communautaire, les populations commencent à produire mais sont entrain de banaliser les réunions et les rencontres, importantes pour la concertation. Il y a ainsi une disparition du bénévolat et de l'esprit de sacrifice communautaire. Ce qui pousse

certaines membres à détourner la vision communautaire de l'intervention en transformant le cadre de concertation en bien propre.

❖ Les manquements d'ordre institutionnel ou administratif, concernent les rapports du POGV avec ses partenaires limitrophes. En effet, le POGV n'a pas su regrouper et associer formellement les autres acteurs à l'essentiel de son intervention. Comme l'a si bien noté le chef du CADL, le CR n'est associé que de fait et n'a aucun pouvoir aussi bien sur les structures créées que sur les infrastructures réalisées. Ces mêmes structures sont potentiellement des concurrents du pouvoir du CR et sont susceptibles d'être utilisées à des fins politiques. Le POGV même avec la pertinence de sa démarche, n'a pas su régler l'éternel problème du manque de consensus des acteurs de développement autour d'une planification globale pour les initiatives à matérialiser.

Le tissu des intervenants dans le CR reste mité et ne favorise pas un climat de développement favorable. Chacun travaille de son côté pour la même cause alors que la conjugaison des efforts, des savoirs et savoir-faire pourrait constituer en enjeu de taille pour toute amélioration des conditions de vie des populations rurales.

### **3. Du renouveau de la pensée sur le développement local à un interventionnisme populiste**

Plus qu'un point de discussion, cette partie est un moment de proposition, d'ouverture, en partant de l'expérience du POGV pour réinterroger le concept de développement local, la pratique de l'intervention en faveur d'un développement en milieu rural.

#### ***3.1. Du renouveau de la pensée sur le développement local***

##### **❖ D'abord au niveau des populations locales**

Partant des propositions des populations de Keur Mor Ndiaye, Tawa Fall et Ngoumsane, nous pouvons retenir des propositions émanant d'elles que nous avons exploitées.

Pour celles de Tawa Fall, il s'agit davantage d'insister sur la capacitation des couches locales. Selon HTF,

*« si on n'est pas alphabétisé, formé davantage sur les techniques de gestion du milieu, il nous sera difficile d'avancer efficacement. Comme avec le POGV tout autre intervenant doit prioriser la formation sur les infrastructures car elles sont destructibles et éphémères. Il faut songer à vulgariser le modèle de la capacitation dans tous les autres villages de la CR ».*

A travers ces paroles on voit le résumé des leviers du développement : la formation, l'éducation, les infrastructures au service de la dynamique locale.

Pour celles de Ngoumsane il s'agit de redynamiser le tissu associatif local à travers les ASC, les OCB, les GIE, etc. A en croire l'animateur de Nil Jam,

*« si la cohésion du village est faible, aucune intervention de développement même avec des moyens colossaux, ne peut parvenir à réaliser des actions durables ; car là où certains travaillent pour le bien de tous, d'autres leur coupent les pieds par concurrence, jalousie ou par simple fin politique ».*

A ce titre, un lien social compact autour de l'essentiel est favorable pour toute construction de développement au niveau local avec le primat de l'esprit communautaire, de la solidarité intégrative sur les particularités souvent politiques et politisées.

Pour celles de Keur Mor Ndiaye, il faut axer l'énergie du développement davantage sur les femmes et les hommes (l'ordre d'énumération est important car les femmes restent plus dynamiques que les hommes comme en témoigne leur Mbotay). Il faut redynamiser l'agriculture en commençant par le maraîchage. Il faut donner de l'importance à l'encadrement des populations pour qu'elles puissent s'approprier petit à petit les outils techniques des intervenants.

L'actualité de ces propos se trouve dans le rôle prépondérant accordé à la femme dans le processus du développement, au retour important à l'agriculture comme initié dans le Plan REVA et la GOANA.

En résumé, au niveau des populations le développement doit désormais se construire avec elles et pour elles exclusivement. Il s'agit à ce titre de mobiliser les ressources locales autour d'une dynamique organisationnelle solide ancrée dans les valeurs d'un lien social compact pour stimuler l'innovation. Favoriser la formation avant l'infrastructural car la capacitation agit sur les mentalités, les pratiques et les attitudes pour conditionner une prise en charge rationnelle du milieu. Cultiver le communautarisme et la solidarité intégrative sur le

tombeau des particularismes nuisibles pour assainir le tissu associatif local. S'appuyer sur ces leviers est une manière de montrer que toute action de développement local doit partir des dispositions locales sinon elle n'est qu'une action de développement réalisée au niveau local. Car une action de développement au local n'est pas forcément une action de développement local.

#### ❖ **Ensuite au niveau des intervenants extérieurs**

Selon la Caritas, il y a plusieurs intervenants et plusieurs moyens injectés dans le monde rural, mais l'efficacité de l'utilisation de ces moyens n'est pas acquise. *« Il faut à cet effet cultiver une synergie des actions et des acteurs et c'est le rôle du CR de veiller à cela, grâce notamment à une planification opérationnelle ».*

Pour l'OPP de GREEN Sahel, il faut créer *« un cadre de concertation pour harmoniser les interventions à l'échelle locale, sous-tendu par une bonne organisation de base au niveau des villages pour une bonne communication horizontale et verticale, intercommunautaire ».*

De manière synthétique, il faut une concertation des acteurs pour éviter le gaspillage inutile de moyens et la répétition de certaines actions dans un même milieu. Un cadre de concertation<sup>11</sup> permettrait d'intégrer tout nouveau projet et de l'aider à orienter ses initiatives par rapport à ce qui est entrain d'être réalisé. Cependant pour de tels ensembles, il risque de se poser un problème de vision et de leadership par rapport à la prééminence de tel ou tel groupe.

#### ❖ **Enfin au niveau du rôle du CR**

Avec cette nouvelle manière de voir le développement local, le rôle du CR semble être plus important. Il devra jouer à l'équilibre dans les interventions au niveau des populations locales.

En effet le développement local doit pouvoir organiser l'articulation des différentes composantes de la société à œuvrer à l'amélioration des conditions de vie à travers des logiques de participation partant exclusivement de la base. Cependant comme le notait

---

<sup>11</sup> C'est l'exemple de la plate-forme du Plateau de Thiès initiée par ENDA GRAIM pour regrouper tous les intervenants, privés comme publics, de cette zone stratégique.

Théodore W. Shultz, « *il n'est de richesse que d'hommes* » ; et « *la clé de la productivité économique à venir et de sa contribution au bien être humain, se trouve dans l'accroissement des aptitudes acquises de la population du monde entier et dans le progrès des connaissances utiles* »<sup>12</sup>.

Aussi ENDA GRAF le montre dans l'ouvrage **La Ressource humaine, avenir des terroirs**. Il s'agit de marquer l'impact du développement sur les hommes et sur leur formation et information. Ils doivent être les acteurs et récipiendaires des outils, stratégies et actions de développement. Les organismes de développement doivent en ce sens les aider à acquérir les cinq (5) maîtrises du développement local comme mises en valeur par Philippe de Leener<sup>13</sup> :

- *Maîtrise de la réflexion*
- *Maîtrise de la régulation*
- *Maîtrise des initiatives*
- *Maîtrises de la décision*
- *Maîtrise de la négociation*

Une appropriation de ces leviers par la population locale pourrait se révéler décisif pour impulser le développement local qui doit de plus en plus se territorialiser. Stimuler la bonne gouvernance à l'échelle locale qui, comprise dans le sens du renforcement de la participation citoyenne, repose sur la reconnaissance des différentes formes de légitimité des acteurs, le respect de l'équité et la garantie de la justice sociale. Les interactions dans le jeu social fertilisent le champ politique et facilitent la reconfiguration positive des rapports entre les acteurs. Pendant longtemps les questions de développement ont été abordées en termes de manques justifiant des réponses ponctuelles d'urgence articulées autour de considérations financières et techniques. Beaucoup de projets ont mobilisé d'importants moyens financiers et techniques mais n'ont pas induit des changements significatifs durables en raison d'un contexte politique déficient. Avec une plus grande responsabilisation des conseillers ruraux, une maîtrise des offres de la décentralisation dont la bonne articulation fait tourner vers un type d'interventionnisme qu'on se convient d'appeler "populiste".

---

<sup>12</sup> Shultz T. W., 1983, *Il n'est de richesse que d'hommes. Investissement humain et qualité de la population*, Bonnel Edition. P. 11.

<sup>13</sup> De Leener P, Ouédraogo O., 2005, *Changement politique et social : Eléments pour la pensée et l'action*. ENDA Sahel et Afrique de l'Ouest. ENDA GRAF Sahel, 287 p

### 3.2. *Vers un interventionnisme populiste*

Le populisme peut être défini comme une attitude politique qui vise à satisfaire les revendications immédiates du peuple, sans objectif à long terme. Entendu à ces termes, il s'agit d'être près du peuple avec les moyens nécessaires pour lui voler au secours une fois que le besoin se manifeste par des demandes et des revendications. Une telle attitude, même à des fins politiques, permet de comprendre la situation quotidienne des peuples. Seulement c'est le côté politique que nous comptons amoindrir pour l'adapter à une forme d'intervention.

Lorsque nous parlons d'interventionnisme populiste, nous faisons allusion à un courant d'action porté sur le développement des masses populaires intervenant de manière permanente exclusivement pour la satisfaction des besoins immédiats des populations cibles. Une telle attitude permettra d'user des bonnes méthodes, des moyens adéquats dans une perspective d'ouverture pour réaliser le pari du progrès humain non induit d'intérêts personnels. C'est-à-dire qu'au lieu que les projets naissent, atteignent leur maturité et meurent avec des objectifs à long terme, il s'agira d'inciter la réalisation d'objectifs à court terme à fort impact social pilotée par exemple par un cadre de concertation chargé des questions de développement dans la CR.

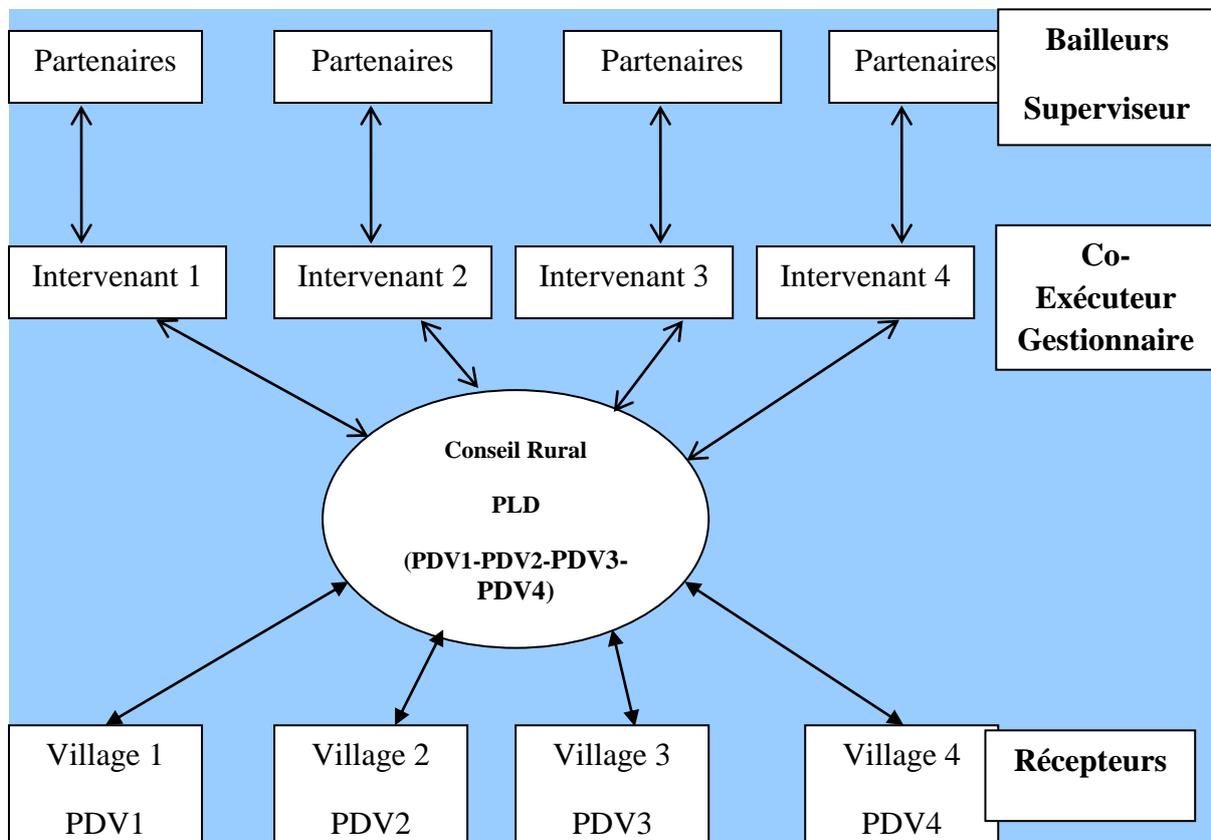
On accordera ainsi une place prépondérante aux sciences sociales même si cela ne semble pas être la préoccupation de la plupart des acteurs de développement interviewés. Une connaissance toujours renouvelée et actualisée du milieu d'intervention est nécessaire pour comprendre la dynamique d'évolution de la population afin de mieux adapter les politiques d'action suivant une méthodologie souple. Et il appartient à des chercheurs neutres sans implication et intérêt direct pour le milieu de réaliser ces genres d'études qui nécessitent plusieurs disciplines. On ne cessera de le défendre, les sciences sociales constituent des moyens de prévention, de suivi de l'action organisée mais aussi de sa réorientation en cas d'incidences subites. **Jean Pierre Olivier de Sardan**<sup>14</sup> l'évoque lorsqu'il interpelle à un partenariat entre agents de développement et chercheurs, car leur interdépendance constitue une force pour catalyser le développement surtout en milieu rural où le complexe règne au quotidien des pratiques sociales.

---

<sup>14</sup> Olivier De Sardan J. P., 1995, *op. cit.*

Par ailleurs on s'orientera vers une responsabilisation du CR comme pièce maîtresse du moteur du développement local en s'appuyant sur la décentralisation qui est à considérer non seulement comme un outil administratif, mais plus encore comme un terrain de construction d'une citoyenneté qui reconnaît et implique les différentes familles d'acteurs, chacune selon son statut, son rôle. L'affirmation de la participation citoyenne favorise l'émergence d'espaces de prise d'initiatives mais aussi l'appropriation collective des leviers du développement local par l'ensemble des acteurs.

### Le développement local à travers les partenaires



Auteur : DIOP, J, N, 2009

Cette figure montre aisément que le CR devient le réceptacle de plusieurs initiatives et de projets de développement mais aussi le distributeur de ces initiatives revues et adaptées aux contextes des populations réceptrices. En effet, le CR interagit directement avec les structures de la base et son PLD devient à ce titre une compilation plus ou moins fusionnante des différents PDV à travers une vulgarisation du CVD ou de toute forme de structure pouvant jouer le même rôle.

Cependant les différentes interventions extérieures comme les projets ; avec chacune sa panoplie de partenaires et qui sont selon **Michael Cernea** « *des interventions délibérément mises en œuvre pour diriger et accélérer la croissance économique et le développement social* »<sup>15</sup>, devront être éligibles en fonction de leur degré de satisfaction des attentes du PLD. Elles devront adapter leur stratégie d'action par rapport au PLD, ce qui conduit nécessairement à une implication du CR et des populations dans la stratégie globale d'intervention, depuis la conception. Et les animateurs qui serviront de facilitateurs dans la compréhension et la bonne communication entre les différents acteurs devront être issus de la population locale et peuvent être à juste titre les conseillers ruraux.

La réussite de ce schéma global d'intervention passe par une formation sur les outils de la décentralisation et sur la différence à opérer entre développement et politique de manière à ce que la politique locale n'étouffe pas les initiatives des uns et des autres. Ce type d'interventionnisme se veut ainsi populiste car s'approche de la population locale et veille exclusivement à satisfaire ses besoins pressants exprimés. Il met en relation intervenants extérieurs, privés comme publics ; collectivité locale (CR) ; organismes associatifs de base ; chercheurs autour d'un même objectif : amélioration toujours renouvelée des conditions de vie des populations vulnérables ; car le développement est une quête permanente d'un mieux être matériel et symbolique, physique et psychique.

Par ailleurs l'ouverture sera un atout de taille à ne pas négliger. La CR doit être en mesure d'interagir avec les autres CR, les autres collectivités locales de manière à ce que les expériences des uns et des autres lui servent de capital pour améliorer sa stratégie et ses actions.

Il s'agit à cet effet de faire du développement local l'affaire de la structure étatique déconcentrée, un outil pour participer à l'éveil de la conscience citoyenne locale. Et à notre avis, le lien social n'évoluera vers une intégration et une responsabilisation des acteurs dans toutes les sphères de la vie sociale que si ces acteurs se sentent suffisamment impliqués et c'est au rôle du CR d'assurer cette tâche.

---

<sup>15</sup> Cernea M., 1998, *La dimension humaine dans les projets de développement. Les variables sociologiques et culturelles*, Paris, Karthala

## CONCLUSION

L'intervention du Projet d'Organisation et de Gestion Villageoise (Phase II) dans la CR de Fandène en général et dans les villages de Tawa Fall, Keur Mor Ndiaye et Ngoumsane en particulier, rentre dans le cadre d'un vaste programme du FIDA en partenariat avec l'Etat du Sénégal. Le cadre de référence de ce partenariat est conçu comme un programme, c'est-à-dire : un ensemble cohérent de projets de natures diverses (projets financés par des prêts ou des dons et initiatives régionales et institutionnelles) ; s'inscrivant dans le cadre des grandes orientations de la politique agro-sylvo-pastorale du Sénégal ainsi que des priorités du FIDA en matière de lutte contre la pauvreté rurale ; poursuivant des objectifs communs selon une approche stratégique commune ; et permettant à la fois aux deux partenaires de développer des interventions locales et de fonder la réflexion et le dialogue sur les politiques nationales.

Ce montage doit favoriser l'harmonisation des approches, le développement des échanges et des synergies entre les projets et produire un impact renforcé, dépassant les effets générés par chacun des projets pris isolément. *« Ce programme est fondé sur les acquis des projets en cours et sur les leçons tirées de près de vingt ans d'expérience. Il s'inscrit dans le cadre stratégique défini par le DSRP dont il appuie plus particulièrement les axes "création de richesses" et "renforcement des capacités et des services de base" »*<sup>16</sup>.

En effet, c'est la seconde phase du POGV tournée vers le renforcement des capacités des acteurs de la base, la dotation des villages en infrastructures de base, bref la lutte contre la pauvreté rurale. Ce qui passe par une promotion de l'approche de la gestion villageoise qui mise sur l'organisation des masses populaires afin de mutualiser les compétences, savoirs et savoir-faire au service d'un seul et même but : le développement.

Dans cette perspective la valorisation du Faire-Faire est de mise. Il consiste à impulser la dynamique locale, à orienter ses actions vers des horizons prometteurs pour l'amélioration des conditions de vie locales. L'objectif primordial du projet est d'apporter une participation à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement dans le contexte sénégalais frappé par une crise de l'agriculture et une paupérisation du monde rural. Cependant c'est le

---

<sup>16</sup> FIDA, Conseil d'administration – Quatre-vingt-unième session, Rome, 21-22 avril 2004, *Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (Le Sénégal)*

processus d'organisation de cette participation du POGV à relever quantitativement et qualitativement les conditions de vie des populations de Fandène qui nous a servi de matière à étudier. Ainsi le projet nous a servi de prétexte pour voir l'importance des projets de développement dans la promotion du développement local à travers les logiques et représentations des différents acteurs qui meublent le champ de l'intervention, leur implication dans la gestion du lien social, afin de pouvoir réinterroger les concepts et les pratiques en matière d'intervention en faveur du développement local.

A ce propos nous avons fait appel dans ce travail à trois modèles théoriques à savoir l'analyse stratégique, la méthodologie des sites symboliques et l'évaluation des projets vers le changement, en articulation avec l'approche ethnographique. Chaque référent théorique nous a ainsi permis de saisir un aspect de l'énorme complexité de l'intervention du POGV aboutissant à sa socio-anthropologie en privilégiant la livraison de l'information par le peuple.

Les résultats d'un tel cadrage méthodologique vont des réalisations du POGV à la formulation de propositions d'orientation de la pratique de l'intervention en développement local, en passant par les manquements du projet.

En effet, les logiques d'acteurs ciblées dans le champ de l'intervention ont été à la base de l'appréciation des résultats du POGV. Le projet a participé à la mise sur pied des CVD dans les villages ciblés, structure dont l'utilité se trouve dans sa capacité à promouvoir une certaine démocratie populaire et à stimuler l'esprit d'initiative au sein des acteurs de la base. Ce CVD est le point focal de l'intervention car c'est de là que dépend la formulation du PDV, outil de planification locale et de "priorisation" des besoins et des solutions. Le projet a appuyé les villages dans le renforcement des capacités de gestion du patrimoine local et dans la création d'infrastructures à caractère communautaire comme les forages, les bâtiments polyvalents. Il a aussi appuyé dans la promotion d'un développement de la diversité agricole et des activités génératrices de revenus. Ceci a fortement participé à élever la qualité de vie des populations en agissant sur les mentalités, les comportements et les visions ; l'environnement, la capacitation et l'hygiène structurelle.

Cependant, le projet avait promis beaucoup de réalisations infrastructurelles qui n'ont pas pu être terminées. C'est la première plainte des populations à l'égard du projet comme à Ngoumsane. Aussi dans ce même village, dans la seconde phase, les populations n'ont pas bénéficié du programme de formation et d'alphabétisation.

En outre le projet n'a pas su juguler l'exode des jeunes vers les centres urbains car ne pouvant pas répondre efficacement aux attentes de ces derniers. La cause d'un tel échec se trouve dans l'inadéquation de la programmation du projet qui n'a pas trop pris en compte les réalités locales par rapport aux logiques des acteurs de la base, les représentations que les intervenants ont des populations locales constituent des freins l'initiative adéquate. Une autre cause se trouve aussi dans la non prise en compte de la dimension collectivité locale dans la conception et l'exécution de l'intervention. Le CR a été considéré plus comme un légitimateur et un facilitateur que comme un partenaire institutionnel local capable de s'appropriier les logiques de l'intervention. C'est pourquoi ce patrimoine n'est pas inscrit dans le volet de la maîtrise d'œuvre sociale car le CR n'est pas officiellement délégataire d'un pouvoir d'action et de gestion sur les acquis du projet. Ce qui pose un problème de réappropriation aigu de tout ce qui a été réalisé.

Mais parallèlement les populations ont développé quelques stratégies pour rendre durable les acquis du projet. Elles ont mis sur pied une fédération des CVD qui est un "réseautage" des CVD des villages encadrés. Même si elle bat de l'aile faute d'un transfert adéquat des moyens de gestion structurelle, l'idée de la mettre sur pied et d'œuvrer à son développement constitue un signe de dévouement et de réveil pour une volonté de prise en charge des questions locales. Sous l'impulsion du projet aussi, l'UFRADEF a été créée et aujourd'hui fonctionne sous la dynamique des femmes de la CR qui travaillent en étroite collaboration avec le CR. C'est à cette perspective que le Président du CR compte vulgariser le modèle du CVD dans tous les villages de manière à ce que leurs différents PDV constituent son PLD. Il s'agit de mutualiser les efforts éparpillés pour un même but, d'œuvrer ensemble pour le développement de tous.

Ainsi, l'analyse des différentes informations reçues du POGV, des populations et du CR, nous a permis de tirer les conclusions suivantes :

- L'étude de l'intervention du POGV nous a permis de repenser la pratique du développement local ;
- L'intervention du POGV a participé à faire émerger un type d'homme nouveau plus soucieux de construire « son » développement et de gérer la cohésion de « son » groupe ;

- L'intervention du POGV a fait émerger de nouvelle forme d'organisation et de gestion de l'espace villageois qui, à notre avis, participe à consolider le lien social local ;
- Le POGV, même si son intervention n'est pas arrivée à terme comme prévu dans la CR de Fandène, possède les moyens techniques nécessaires pour relever le défi du développement du terroir ;
- Les populations de par leur niveau d'organisation sont réceptives par rapport aux actions du projet ;
- Ces mêmes populations développent des stratégies pour s'appropriier les acquis du POGV et le processus est enclenché.

De cette étude émerge une nouvelle hypothèse de travail pour nos recherches futures : **« la dynamique des représentations sociales qui meublent le champs de construction du développement local influent sur la réussite ou l'échec des projets d'innovation ».**

C'est en partant ainsi des logiques d'acteurs et de leurs stratégies en outre des réalisations et du mode d'action du projet que nous avons formulé quelques pistes de réflexion pour un recentrage de la pensée sur le développement local et sa pratique et que nous allons plus approfondir et théoriser dans notre thèse. Pour nous le CR doit constituer la pièce motrice de la mécanique du développement local basé sur des interventions extérieures sous forme de projets. Il doit pouvoir rassembler les acteurs extérieurs suivant une démarche intégrative autour de la réalisation de son PLD qui devient la somme fusionnante des PDV. Il doit impulser de la base la volonté de création et d'initiative en donnant plus de rôle à ses conseillers qui deviennent à ce titre des agents de développement. Il doit axer sa politique sur la capacitation des acteurs locaux de manière à ce que l'appropriation des outils du développement tels que le suivi, l'évaluation, soit partie intégrante du processus même de la recherche de changement évolutif.

Ces quelques idées rejoignent les lignes de force du Séminaire de Montevideo axé sur le développement local<sup>17</sup>. Pour les participants, il s'agit de :

---

<sup>17</sup> <http://www.globenet.org/archives/web/2006/> [www.globenet.org/horizon-local/index.html](http://www.globenet.org/horizon-local/index.html)

- ***Promouvoir la concertation locale et la création de réseaux.***

Le développement local concerne tous les acteurs qui vivent sur un espace donné. Il ne peut être celui d'un secteur ou d'une population isolée (pauvres, femmes, jeunes, enfants des rues...). Or, souvent, les projets ou les ONG s'intéressent à une seule catégorie de population, généralement en difficulté, alors que le développement local a besoin de toutes les richesses humaines d'une région. Il doit en particulier pouvoir s'appuyer sur toutes les catégories de populations y compris les plus favorisées et mobiliser tous les acteurs, même ceux qui n'ont pas une base uniquement territoriale comme les syndicats ou les groupements de producteurs.

Il s'agit donc de considérer la société locale dans son ensemble, avec tous ses acteurs potentiels et de mettre en place une concertation entre eux, de construire des alliances et des réseaux d'interconnaissance solides et compacts. « *Le renforcement mutuel des stratégies d'acteurs passe par des relations spécifiques qui relient ces acteurs entre eux. C'est la nature spécifique de ces liens qui détermine l'efficacité productive des acteurs et qui permet de reconnaître le caractère local du développement* », nous montre Bernard Pecqueur<sup>18</sup>.

- ***Permettre à tous les acteurs d'accéder aux responsabilités***

Quand on parle de local, on fait référence à différents niveaux d'organisation : du village à la région. Il s'agit d'associer tous les acteurs à la prise de décision et d'y impliquer leur responsabilité pour que les initiatives s'identifient à la responsabilité commune, à la conscience collective locale.

- ***Décloisonner l'espace local***

On aurait tort de croire que l'espace local est trop limité pour avoir une quelconque influence sur le reste de la société. Car il peut être un lieu d'apprentissage et de créativité à condition qu'il entretienne des relations avec l'espace régional, national voire même international. Contrairement à la pratique courante des associations qui s'attachent à développer des actions strictement locales, il faut ouvrir ces actions sur des perspectives plus larges. C'est un travail exigeant qui suppose une analyse fine de la complexité des sociétés contemporaines, la construction d'une citoyenneté locale, une recherche d'influence sur les politiques économiques nationales, un choix d'actions locales dont les effets puissent être reproductibles en d'autres lieux ou à d'autres échelles.

---

<sup>18</sup> Cf. Pecqueur B, op. cit. P. 41

- *Tisser des réseaux*

« *L'énigme de la pauvreté éternelle et de l'absence de développement ne semble pas se résoudre par la simple rencontre des expériences* », disait José Luis Corragio, directeur de l'Institut Del Conurbano (Argentine), au début du séminaire.

Même s'il existe une multitude d'expériences de développement local qui mériteraient d'être mieux connues, il faut bien reconnaître que l'échange d'expériences et de savoir-faire ne suffit pas à produire du développement local. Au-delà de ces échanges, si riches soient-ils, l'enjeu est de taille. C'est celui de la construction d'un autre développement plus équitable capable de s'opposer à la logique libérale. Il s'agit de substituer à une mondialisation subie, une mondialisation solidaire, d'amoindrir la logique de marché par la promotion de logiques symboliques communautaires où la personne humaine avec tous ses qualificatifs (pauvre, riche, développé, sous-développé) est centre. Il convient "*de mettre en évidence une dynamique qui valorise l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent*"<sup>19</sup>. Edgar Pisani ajoute que « *le développement ne se réduit pas en une collection d'objets importés ou construits, mais s'appuie sur des êtres et des sociétés dont il mobilise les capacités créatrices et les systèmes d'organisation* »<sup>20</sup>.

La créativité endogène, l'initiative locale, le savoir-faire local sont à mettre au premier plan de la logique de l'intervention car le développement est un processus qui découle de trois conditions interdépendantes : l'innovation, l'adaptation et la régulation. C'est en ces trois moments forts que se résume toute notre conception du développement local en rapport avec un interventionnisme populiste qui se donne comme ancrage, le local tout court. C'est en effet, l'action dynamique des réseaux d'acteurs des différents paliers du développement qui permet la réalisation concrète et efficace de ces conditions tout en se tournant vers des projets continus destinés à agir ponctuellement pour satisfaire les besoins des populations.

Cependant tous ces efforts de conceptualisation, de mise en pratique d'un modèle de développement adapté aux causes locales resteront vains si la volonté politique locale et générale ne suit pas la logique d'innovation. Comme le note Félix Nestor Ohoyo, « *l'Afrique*

---

<sup>19</sup> Pecqueur B., *op.cit.* P. 13

<sup>20</sup> Ohoyo F. N., « Le développement par restitution et redéploiement des potentialités internes. La leçon socratique » in Diagne S. B., et Kimmerle H (Dir.), 1998, *Temps et développement dans la pensée de l'Afrique subsaharienne*, Ed. Rodopi, Amsterdam, Atlanta, G, A, pp. 311-316

*connaîtra le vrai décollage du développement dès que les africains mettront fin au règne de l'irrationalité, de la gabegie et de la superstition et apprendront à découvrir ce qu'ils ont et s'organiseront pour mieux les utiliser. Il appartiendra donc à nos partenaires au développement de l'Afrique de pratiquer prioritairement avec les africains une politique de coopération de type socratique qui se résume en ceci : plutôt que de donner, aider son partenaire à prendre conscience de ce qu'il est, en vue de l'utiliser judicieusement »<sup>21</sup>.*

La science étant un processus continu qui sacrifie à la structure des révolutions scientifiques, comme le montre Thomas Kuhn<sup>22</sup>, ce travail constitue un promontoire pour s'investir dans d'autres problématiques du développement. C'est pourquoi nous avons choisi de travailler sur le thème suivant pour nos recherches futures : **Développement local et représentations sociales.**

---

<sup>21</sup> Idem

<sup>22</sup> Cf. Kuhn T. S., 1972, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, Nouvelle bibliothèque

## Bibliographie

**ALARY, M.**, Février-Mars 2003, Etude des dynamiques de concertation mises en place dans la zone de Thiès/Fandène, Sénégal. Vers un aménagement concerté et durable. Programme « ECOCITE »

**ALBORELLO, L.**, 1999. *Apprendre à chercher*. De Boeck et Larcier s.a.

**BEAUD, S ET WEBER, F**, 2003, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte

**BRUNEL, S.**, 2003, « Les ONG et la mondialisation », *conférence UTLS Le Monde* du Mardi 22 juillet 2003,

**CERNEA, M**, 1998, *La dimension humaine dans les projets de développement. Les variables sociologiques et culturelles*, Paris Karthala

**CROZIER ET FRIEDBERG**, 1977, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 500p

**DE LEENER, P, OUEDRAOGO, O**, 2005, *Changement politique et social : Eléments pour la pensée et l'action. ENDA Sahel et Afrique de l'Ouest*. ENDA GRAF Sahel, 287 p

**DELER, J.P et alii (dir.)**, 1998, *ONG et développement*. Société, Economie, Politique., Karthala

**DIOP, A**, 2005, « La place des ONG dans la prise en charge de la question genre : Evaluation des stratégies de développement local entreprises par Plan/Thiès dans la Communauté rurale de Tassette », Mémoire soutenu à l'ENTSS, Dakar.

**ELA, J, M**, 1990, *Quand l'Etat pénètre en brousse. Les ripostes paysannes à la crise*, Paris, Karthala

**ENDA GRAF SAHEL**, 1993, *La ressource humaine, avenir des terroirs. Recherches paysannes au Sénégal*, Enda Graf Sahel-Karthala

**ENDA GRAF SAHEL**, 2001, *Une Afrique s'invente. Recherches populaires et apprentissages de la démocratie*, Ed. Karthala et ENDA GRAF Sahel

**FOUCAULT M.**, 1966, *Les Mots et les Choses, une archéologie des sciences humaines*. Réédité chez Gallimard en 1995, NRF. Public

**FIDA**, Conseil d'administration – Quatre-vingt-unième session, Rome, 21-22 avril 2004, *Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (Le Sénégal)*

**KUHN, T. S.**, 1972, *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, Nouvelle bibliothèque, Paris

**LATOUCHE, S.**, 2004, *Survivre au développement*, Paris, éd Mille et une nuits

**MACE, G.**, 1997, *Guide d'élaboration d'un projet de recherche*, De Boeck Université, 119p.

**MAPPA, S.**, Introduction générale : « Développement, lien social et pouvoirs publics », in Mappa, S. (Dir.), *Le lien social du Nord au Sud*, Paris, Karthala, 1999, pp 7-45

**MORIN, E.**, 1991, *La Méthode* (T4), Paris, Seuil

**OHOYO, F. N.**, « Le développement par restitution et redéploiement des potentialités internes. La leçon socratique » in Diagne S.B, et Kimmerle H (Dir.), 1998, *Temps et développement dans la pensée de l'Afrique subsaharienne*, Ed. Rodopi, Amsterdam, Atlanta, G. A. pp 311-316

**OLIVIER DE SARDAN J P.**, 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 221p

**PECQUEUR, B.**, 2000, *Le développement local. Pour une économie des territoires* (2<sup>ème</sup> éd revue et augmentée), La Découverte&Syros, 132p

**RIST, G.**, 1996, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p. 118

**SACHS, W.**, 1996 ; « le développement : une idéologie en ruine », in Sachs. W et Esteva. G, *Des ruines du développement*, Montréal, Eco Société, p, 14

**SANE, I.**, « Intervention sociologique et méthodes d'évaluation des projets : de la mise en œuvre à l'évaluation. Cas de l'E.P.C », Cours de 322 B CM Licence Sociologie, Option Développement, UGB, 2005/2006

**SHULTZ, T. W.**, 1983, *Il n'est de richesse que d'hommes. Investissement humain et qualité de la population*, Bonnel Edition

**YOUNG, C.**, « L'héritage colonial de l'Afrique », in Berg, R, J, et Whitaker, J (Textes réunis), 1990, *Stratégies pour un nouveau développement en Afrique*, Economica, pp 25-26

**ZAOUAL H.**, 1992, " Cultures et Développement " vol. 3, n° 10/11, septembre.